



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

avenir de l'entreprise Saint-Gobain PAM

Question au Gouvernement n° 1857

Texte de la question

AVENIR DE L'ENTREPRISE SAINT-GOBAIN PAM

M. le président. La parole est à M. Dominique Potier.

M. Dominique Potier. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, aujourd'hui, à Foug, à Toul, à Blénod, à Pont-à-Mousson, 2 000 hommes et femmes s'inquiètent des informations qui font état d'une possible cession par Saint-Gobain du contrôle de l'unité « canalisations » de Pont-à-Mousson à un investisseur étranger. L'émoi suscité est à la hauteur de la fierté qu'éprouvent les Lorrains pour cette industrie qui fut un pionnier national et international et qui fait aujourd'hui partie de notre patrimoine et, nous en sommes convaincus, de notre futur.

C'est au nom de ces 2 000 hommes et femmes que je voudrais vous interroger.

Monsieur le ministre, quel est le modèle qui doit dominer aujourd'hui : la suprématie actionnariale et le court terme, ou bien une vision à long terme ? Lors de la discussion du projet de loi PACTE, nous avons défendu la codétermination, une idée très forte de Jean-Louis Beffa, ancien dirigeant de Saint-Gobain, qui devrait nous permettre de mieux traverser les épreuves et les mutations de notre économie mondialisée.

Mais le temps n'est pas aux controverses : le temps est à l'unité. Je veux vous faire part ici, monsieur le ministre, de la détermination de l'ensemble des élus lorrains. Tous les parlementaires de Meurthe-et-Moselle sont aux côtés des présidents de la région, du département et de la métropole, avec les communes et les intercommunalités – et je n'oublie pas la Haute-Marne, où se trouve le site de Bayard – pour chercher avec vous des solutions d'avenir.

Nous voulons un dialogue de vérité avec Saint-Gobain, nous voulons connaître l'état réel de l'activité « canalisations » et sa place au sein du groupe Saint-Gobain, nous voulons imaginer l'investissement industriel qui permettra de donner un avenir à cette unité de production dans l'univers concurrentiel où évoluent ces entreprises.

Enfin, nous vous invitons à réfléchir aux contours que pourrait prendre une souveraineté européenne dans le domaine stratégique de la canalisation et de l'eau potable, qui a tant d'importance pour la santé publique et l'environnement.

Monsieur le ministre, nous avons besoin de votre combativité ; nous devons travailler ensemble pour donner un avenir à ce territoire et à l'industrie française. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances*. Je commence, monsieur le député, par saluer votre engagement, ainsi que celui de tous les élus lorrains, en faveur de Pont-à-Mousson, importante filiale de Saint-Gobain.

Vous connaissez la situation mieux que personne : depuis la crise de 2008, les commandes de canalisations à l'entreprise Pont-à-Mousson se sont effondrées – divisées par deux. Des concurrents chinois et indiens ont émergé, et ont fait perdre à Pont-à-Mousson de nombreuses parts de marché, notamment dans le Golfe.

Mais Pont-à-Mousson, c'est aussi une entreprise et des salariés qui détiennent un savoir-faire exceptionnel en matière de canalisations, de joints d'étanchéité, d'étanchéité intérieure... Leurs technologies sont hors pair, et sans doute parmi les meilleures au monde. Cela justifie que nous nous mobilisions, tous, pour garantir la pérennité du site industriel de Pont-à-Mousson. C'est ma priorité absolue.

Saint-Gobain ne peut pas y arriver seul : il a besoin de partenaires, et nous allons étudier toutes les options possibles. Une proposition de partenariat avec un industriel chinois doit être examinée, de même que l'investissement possible d'un fonds américain, et il peut y avoir d'autres possibilités encore.

Je vous propose donc de venir en discuter, avec tous les élus concernés, au ministère de l'économie et des finances. Je verrai le président de Saint-Gobain dès la semaine prochaine pour faire le point avec lui sur la situation du groupe en général et de Pont-à-Mousson en particulier.

Vous connaissez ma philosophie lorsque des sites industriels sont menacés : se battre, se battre sans cesse, se battre jusqu'au bout, garantir la pérennité du site et soutenir les salariés. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Mme Laurence Dumont. Et la sécurité, monsieur le ministre ?

M. Thibault Bazin. Ça manque de patriotisme économique !

Données clés

Auteur : [M. Dominique Potier](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (5^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1857

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 avril 2019](#)